



HAL
open science

“ Queremos casas! ” Logiques d’intermédiation et mobilisation des clientèles politiques au Costa Rica

Camille Floderer

► To cite this version:

Camille Floderer. “ Queremos casas! ” Logiques d’intermédiation et mobilisation des clientèles politiques au Costa Rica . Pratiques de la représentation politique, 2014, 9782753535213. hal-01798256

HAL Id: hal-01798256

<https://hal.science/hal-01798256v1>

Submitted on 23 May 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Camille Floderer, « ‘Queremos casas !’ Logiques d’intermédiation et mobilisation des clientèles politiques au Costa Rica », in Alice Mazeaud (dir.), *Pratiques de la représentation politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

« Queremos casas ! » Logiques d’intermédiation et mobilisation des clientèles politiques au Costa Rica

Camille Floderer (CHERPA – IEP Aix en Provence)

« La pauvreté, c’est beaucoup de choses... les bourses... les maisons... mais je vais te dire une chose: une famille qui n’a pas de maison! Mon dieu ! Celle-ci, elle a besoin de tout ! Parce que si elle a une maison, elle se débrouille... [...] A partir du moment où la famille a sa maison, à partir de là, elle commence à se débrouiller... et elle commence à lutter pour les autres ! Mais c’est primordial ! C’est primordial que la famille ait sa maison ! C’est mon avis, mais je crois qu’on est tous d’accord, n’est-ce pas ? »

Entretien avec Susana¹, dirigeante communale (janv. 2008)

Dans les *barrios urbano-marginales*² du Costa Rica, l’habitat est un enjeu central autour duquel se constituent de nombreux collectifs, qui négocient auprès des institutions des logements sociaux, des titres de propriété ou encore des infrastructures collectives. Relais privilégiés des institutions dans les quartiers, ces organisations constituent en retour une clientèle politique prisée des partis politiques à qui elles fournissent une main d’œuvre militante active lors des campagnes électorales.

La genèse de ces organisations a fait l’objet de nombreux travaux. Ils montrent comment, dans les années 1980, suite à un important mouvement social de l’habitat, des *comités de vivienda* [comités pour le logement] ont été créés dans les quartiers populaires afin de servir d’interlocuteur aux institutions dans le cadre de la nouvelle politique sectorielle qui se mettait en œuvre. Les auteurs soulignent que si dans un premier temps ces organisations ont pu avoir une portée revendicative, elles ont progressivement tissé des liens plus pacifiés avec les institutions étatiques³. Depuis lors, de nombreux travaux ont analysé l’usage clientélaire qui est fait des politiques d’habitat au Costa Rica⁴. Ces écrits indiquent que certains programmes gouvernementaux, et en

1 Le nom du quartier et des principaux responsables politiques ont été conservés. Les noms des autres acteurs, des associations et des secteurs ont quant à eux été modifiés.

2 Les *barrios urbano-marginales* sont l’équivalent costaricien de ce que les brésiliens nomment *favelas*, les argentins *villas miserias* et les mexicains *colonias populares*. Pour plus de précisions, voir encadré.

3 Voir par exemple: MOLINA ALFARO E., *Repercusiones político-organizativas del acuerdo político firmado entre los Frentes de la Vivienda y el Estado durante la administración Arias Sánchez*, Mémoire de Master en Sociologie, Université de Costa Rica, 1990; BADILLA GÓMEZ P., CERDAS ALBERTAZZI, J. M., « Movimientos pro vivienda en San José: una clientela movilizada (1980-1990) », *Revista de Historia*, 67, 2013, p. 121-156.

4 C’est notamment ce que souligne ROJAS BOLAÑOS M., SOJO C., *El malestar con la política*, San José, Flacso, 1995, p. 50-54, ou encore ACUÑA CHAVERRI I.A., *Aproximación al clientelismo político en el sistema político costarricense: dos estudios de caso*, Thèse de Licence en Science Politique, Université de Costa Rica, 2007.

particulier ceux dédiés à la construction de logements sociaux, donnent lieu à l'attribution discrétionnaire de ressources, qui alimentent des loyautés envers les responsables politiques qui les octroient et les partis politiques auxquels ils sont affiliés. Or, ces travaux tendent à considérer les habitants de ces quartiers comme pris dans des relations de dépendance pensées dans leur seule verticalité⁵ et, à ce titre, ne permettent pas de rendre compte des modes de revendications collectives dont les habitants font état et en particulier de leur « lutte pour l'habitat⁶ ». Aussi, nous nous proposons de prendre au sérieux les stratégies de représentation des attentes des habitants de ces quartiers afin de mieux comprendre les formes de mobilisations collectives qu'elles génèrent.

L'enjeu est alors de comprendre pourquoi et dans quelles conditions l'habitat se construit comme une « demande sociale⁷ », expression plus ou moins durable d'intérêts et d'attentes socialement construits sur la base desquelles se coalisent des individus et des groupes, et qui forme le support des échanges clientélares. Étudier la mobilisation des clientèles électorales implique alors de s'intéresser à la façon dont des acteurs sont conduits à se saisir de cette demande qui peut devenir le support de la formation de groupes politiquement mobilisables. Dans la lignée de travaux qui ont montré que la distribution de ressources clientélares n'est pas antinomique avec des logiques de mobilisations collectives⁸, il s'agit d'observer dans le cas costaricien les ressorts de ce travail d'unification. Aussi, nous nous proposons d'examiner à l'aune d'un *barrio urbano-marginal* [voir encadré], la façon dont une pluralité d'acteurs interdépendants participe à susciter ou à entretenir des attentes, et à les faire coïncider, plus ou moins durablement, avec des orientations partisans générales. Pour analyser ces logiques d'articulation, cet article donne une place prépondérante aux dirigeants de quartier qui constituent un point de jonction entre les habitants des quartiers et la scène politique. Il s'agit d'observer comment, afin d'accéder ou de se maintenir à une position d'intermédiaire ils peuvent être amenés, dans certaines configurations, à livrer un travail de mobilisation et de politisation. Nous verrons également comment la concurrence et la faiblesse des ancrages locaux de ces acteurs les conduisent, pour ce faire, à favoriser des formes parfois paradoxales d'engagement, qui peuvent alors exprimer bien d'autres choses qu'un soutien à un responsable politique, voire à un parti.

Cette contribution repose sur une enquête ethnographique réalisée entre 2008 et 2010 dans le quartier de Rincón Grande de Pavas [cf. encadré]. Elle s'appuie sur les cas de deux dirigeants de quartier que nous avons pu accompagner de manière régulière et avec lesquels nous avons mené des entretiens semi-directifs répétés. Notre enquête a notamment visé à reconstituer les configurations dans lesquelles ils étaient conduits à interagir, tant dans le quartier, que dans la sphère politique instituée. Dans cette optique, des entretiens ont également été réalisés auprès d'habitants du quartier et du personnel politique. Enfin, outre les entretiens, l'enquête a également donné lieu à de nombreuses observations et à des recherches documentaires (dépouillement de la presse et archives personnelles des dirigeants).

5 Beaucoup de travaux sur les catégories populaires en Amérique latine reposent sur cette hypothèse. Des études de cas ont cependant permis de la nuancer. Pour un exemple à partir d'un cas argentin, voir VOMMARO G., QUIRÓS J., « 'Usted vino por su propia decisión': repensar el clientelismo en clave etnográfica », *Desacatos*, 36, 2011, p. 65-84.

6 La « *lucha por la vivienda* [lutte pour l'habitat] » est très régulièrement invoquée par les dirigeants de quartier et les membres des *comités de vivienda*.

7 Nous rejoignons ici la proposition de V. Anquetin et A. Freyermuth de réaliser une « sociologie politique de la 'demande sociale' ». Elles suggèrent d'étudier la « demande sociale » à laquelle les responsables politiques disent devoir répondre, non pas comme « une donnée objective qui s'imposerait [à eux] sur le mode de l'évidence », mais comme le résultat d'un incessant travail de co-production opéré par une pluralité d'acteurs. ANQUETIN V., FREYERMUTH A., « Produire 'la demande': la structuration de l'action publique par le jeu électoral », in V. ANQUETIN, A. FREYERMUTH, (dir.), *La figure de l'« habitant »*. *Sociologie politique de la « demande sociale »*, Rennes, PUR, 2008.

8 En ce sens, voir notamment ZAKI L., « Le clientélisme, vecteur de politisation en régime autoritaire? », in DABENE O., GEISSER V., MASSARDIER G., *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXI^e siècle : convergences Nord-Sud*, Paris, La Découverte, 2008, p. 157-180.

Afin d'éclairer la construction et la mobilisation des clientèles politiques au Costa Rica, nous nous proposons d'étudier « au microscope⁹ » les logiques de représentation des habitants du quartier de Rincón Grande. D'abord, nous verrons comment des responsables politiques costariciens en viennent à adopter une posture de défense des habitants des quartiers défavorisés, prétendant ainsi les représenter et en obtenir le soutien. Cependant, l'efficacité de ce mécanisme de représentation dépend des réappropriations locales, qui varient en fonction des dispositions des dirigeants de quartier à relayer et donner crédibilité à ces postures. Dans un contexte de limitation des ressources redistribuables et de scepticisme vis-à-vis du champ politique institué, ces dirigeants de quartier tendent à privilégier une posture de courtier qui leur épargne d'agir en représentant des responsables politiques dans le quartier. En revanche, lorsque la concurrence pour les positions d'intermédiation se trouve accrue, ces dirigeants délaissent leur position de courtier afin de revendiquer une meilleure prise en compte du groupe d'habitants dont ils se font alors les représentants. Ils favorisent ainsi des mécanismes d'identification collective territorialisés, qui sont alimentés – et alimentent en retour – les rapports ordinaires au politique. C'est par des va-et-vient constants, et toujours réversibles que se dessine le lien entre la sphère politique et les habitants des quartiers populaires au Costa Rica.

RINCON GRANDE DE PAVAS

Rincón Grande de Pavas est l'un des douze *barrios urbano-marginales* situés aux abords de San José, la capitale du Costa Rica. Avec une population estimée à 21 000 habitants¹⁰, Rincón Grande est l'une des principales zones de concentration de pauvreté de l'agglomération métropolitaine. Le peuplement du quartier s'est principalement effectué en trois phases. La première date de la fin des années 1970 : l'Etat y avait alors développé un programme de construction de logement pour classes moyennes. Dans le milieu des années 1980, puis dans les années 1990, le quartier s'est développé à travers l'arrivée massive de populations plus défavorisées qui se sont installées de façon précaire et illégale. Le quartier a depuis lors beaucoup évolué mais on observe malgré tout une pluralité de situations. Si une partie du quartier s'est progressivement régularisée, avec l'obtention de titres de propriétés, la consolidation des logements et la construction d'infrastructures collectives, certains secteurs, appelés *precarios*, sont toujours caractérisés par la précarité de l'habitat et le manque d'infrastructures et de services collectifs. Si l'habitat est loin d'être la seule problématique sociale dans ces quartiers, c'est cependant cette question qui suscite le plus d'engagements collectifs, tant de la part des habitants des *precarios*, que de certains résidents de secteurs déjà consolidés mais désormais surpeuplés.

Logiques d'intermédiation et formation d'une clientèle politique

Depuis la fin des années 1980, et le développement des *barrios urbano-marginales* aux marges de la capitale, l'enjeu de l'habitat est régulièrement réinvesti par les acteurs politiques. C'est notamment le cas entre 2006 et 2010, lorsque le candidat à la présidentielle du Parti libération

9 SAWICKI F., « Les politistes et le microscope », in CURAPP (dir.), *Les méthodes au concret. Démarches, formes de l'expérience et terrains d'investigation en science politique*, Paris, PUF, 2000.

10 Soulignons cependant les résultats du recensement de l'Institut National des Statistiques et du Recensement (*Instituto Nacional de Estadísticas y Censos*), qui ont fait l'objet de vives contestations, sont bien en-deçà de toutes les estimations qui ont été réalisées jusqu'alors par les institutions sanitaires.

nationale (PLN)¹¹, Oscar Arias, en fait l'un de ses thèmes de campagne puis de gouvernement. F. Zumbado, le ministre de l'habitat alors en campagne pour sa pré-candidature au sein du PLN, annonce des politiques volontaristes en matière d'habitat tout en se posant en défenseur des « pauvres » contre ceux qui entraveraient sa politique. L'efficacité de ce mécanisme d'unification symbolique¹² est cependant conditionnée à la façon dont son principal intermédiaire au niveau local, Claudio, est conduit à relayer sa posture ou, à l'inverse, à s'en distancier.

20 ans de luttes pour l'habitat : genèse d'une revendication sectorielle

Vingt ans après son premier mandat (1986-1990), Oscar Arias est élu en février 2006 à la présidence de la République sous l'étiquette libérationniste. Ce second mandat s'inscrit dans la continuité du premier, notamment sur les questions d'habitat. De manière emblématique, Fernando Zumbado, qui a été en 1986 le ministre de l'Habitat et des Établissements humains (MIVAH) reprend ses fonctions et s'entoure de collaborateurs qui, pour certains, ont déjà occupé des responsabilités similaires entre 1986 et 1990. En outre, les références au premier mandat d'O. Arias et à sa politique des « 80 000 logements »¹³ sont régulièrement mobilisées afin de signifier l'intérêt de l'administration pour cette problématique. Au début des années 1980, alors que le Costa Rica connaissait d'importantes mobilisations sociales autour de la question de l'habitat social¹⁴, les protestations avaient rapidement été canalisées par l'intégration des revendications au programme du candidat Arias. Au lendemain de l'élection de 1986, un important dispositif institutionnel avait vu le jour. D'une part, des institutions furent créées, à l'instar du MIVAH ou du Crédit foncier de l'Habitat¹⁵. D'autre part, dans les quartiers défavorisés, les habitants furent fortement incités à créer des comités pour le logement [*comités de vivienda*] qui constituent encore aujourd'hui autant d'interlocuteurs pour ces institutions¹⁶. Depuis lors, le logement est un incontournable des campagnes électorales. Le thème est en effet mobilisé par les partis et les candidats désireux d'obtenir le soutien des membres de ces organisations. Rien d'étonnant donc à ce qu'O. Arias et ses équipes s'appuient sur les revendications en matière de logement pour mobiliser les catégories populaires, tant pour les élections présidentielles que pour le référendum pour la ratification du

11 Le PLN occupe une place prédominante dans le système partisan depuis sa création en 1951, par les vainqueurs de la Guerre Civile de 1948. Entre 1953 et 2010, le PLN a gagné neuf des quinze élections présidentielles. Depuis 2002, l'effondrement du principal parti d'opposition, le Parti de l'unité sociale-chrétienne [*Partido de la unidad social-cristiana* - PUSC], et la difficile restructuration de l'opposition ont renforcé sa position prédominante sur la scène politique nationale (SANCHEZ F., « The Twilight of a Predominant Party: Institutional Crisis of the *Partido liberación nacional* in Costa Rica », *Working paper*, ECPR, Edinburgh, 2003 ; RAVENTOS C., « Lo que fue ya no es y lo nuevo aún no toma forma: elecciones 2006 en perspectiva histórica », *América Latina Hoy*, 49, 2008, p. 129-155).

12 Ce dispositif d'unification symbolique n'est pas sans rappeler celui mis en œuvre par le maire de la ville roumaine de Constanta et décrit par A. Roger. Il montre comment, par l'articulation d'opérations de communication et la distribution d'aides individualisées, les individus insérés dans des relations de clientèle se trouvent inscrits dans un ensemble symbolique, que l'édile, et son parti, peuvent ainsi mobiliser. (Roger A., « Représenter les pauvres. Construction et gestion des clientèles politiques dans une métropole roumaine », *Politix*, 92, 2010, p. 31-51).

13 Lors de la campagne pour les élections de 1986, O. Arias s'était engagé à faire construire 80 000 logements, en particulier pour les familles pauvres. Au final, si plus de 80 000 logements ont été construits, moins de 30% auraient été dédiés aux catégories défavorisées (Cubero Fallas M., « El problema de la vivienda y la intervención del trabajo social », *Ciencias Sociales*, 56, 1992, p. 79-87).

14 Sur le mouvement social de l'habitat des années 1980, et sur les relations entre les organisations du mouvement social et l'administration Arias, se référer à Molina Alfaro E., *Repercusiones politico-organizativas del acuerdo político firmado entre los Frentes de la Vivienda y el Estado durante la administración Arias Sánchez*, Mémoire de Master en Sociologie, Université de Costa Rica, 1990.

15 Ces institutions viennent compléter l'Institut national de l'habitat et de l'urbanisme (*Instituto nacional de vivienda y urbanismo* - INVU) qui existe depuis 1954.

16 Pour une perspective depuis Rincón Grande, Badilla Gómez P., Cerdas Albertazzi, J. M., *art. cit.*

traité de libre-échange avec les Etats-Unis (TLC), dont la campagne débute dès l'entrée en fonction de l'administration Arias. La politique des « 80 000 logements », présentée comme une réussite, est mobilisée comme preuve d'un intérêt ancien pour les plus démunis. Signe de l'importance de la question du logement dans les politiques sociales, c'est F. Zumbado, à la tête du MIVAH, qui est chargé de la coordination de l'ensemble du secteur social et de lutte contre la pauvreté. Depuis cette position, il se fait le défenseur des catégories défavorisées, dont il entend s'attirer le soutien. En quelques mois, Fernando Zumbado se construit l'image d'un ministre proche des plus démunis, parfois surnommé « *le ministre des pauvres*¹⁷ ». La nuit qu'il passe dans un *precario* de Rincón Grande, afin de pousser les députés à voter un impôt sur les maisons de luxe¹⁸, est emblématique des modes de présentation de soi adoptés par le ministre. Il se pose en défenseur des pauvres face aux institutions publiques qui, selon lui, entraveraient son travail. Accusé par les partis d'opposition d'utiliser le logement à des fins électoralistes, il se présente comme un homme politique dévoué aux plus nécessiteux:

« Il y a des gens qui disent que nous promettons des logements pour que les gens votent pour nous, d'une manière ou d'une autre, pour le référendum. Mais il ne s'agit pas de ça ! Nous, on donne des logements aux gens qui en ont besoin ! Parce que c'est notre devoir¹⁹ ! »

En mobilisant la cause du logement, et en critiquant les institutions étatiques pour leur lenteur et les partis d'opposition pour leur indifférence, le ministre témoigne de son engagement pour les plus défavorisés. Par son action, il produit donc un travail d'unification symbolique dont l'efficacité est cependant conditionnée aux réappropriations opérées au niveau local.

Claudio ou la trajectoire d'un intermédiaire privilégié

Dans les quartiers populaires, les discours énoncés par les responsables politiques sont largement décrédibilisés. Aussi, pour que le discours gouvernemental puisse générer des formes de soutien, il faut que des intermédiaires, légitimes localement, leur donnent une crédibilité. Pour ce faire, les responsables politiques peuvent favoriser l'émergence d'un intermédiaire privilégié chargé de coordonner localement les projets ministériels. Or, ce mécanisme de légitimation croisée est précaire. Face au caractère limité des ressources en matière d'habitat, ces intermédiaires ne relayent pas toujours la posture des responsables politiques positivement, et ils peuvent même, comme nous le verrons par la suite, susciter des mobilisations collectives pour revendiquer auprès des responsables politiques le respect de leurs engagements.

Lors de notre premier terrain en 2008, Claudio occupe une position d'intermédiaire privilégié entre le champ politique et le quartier. Il est présenté par les acteurs institutionnels comme le principal dirigeant de Rincón Grande de Pavas. Cette position dans un quartier où il ne s'est encore jamais investi, il la doit aux relations qu'il entretient avec le courant *arista* [en référence à O. Arias] du PLN depuis les années 1980. Il fût alors l'un des premiers dirigeants du mouvement social pour l'habitat à se rapprocher des cadres libérationnistes. Et, par conséquent, il connaît bien nombre des responsables politiques qui accèdent à des fonctions gouvernementales en 2006.

Ce sont ces réseaux qui lui ont permis, au lendemain des élections présidentielles de 2006, de se voir confier des fonctions officielles. Il a été désigné par l'exécutif *délégué présidentiel*

17 *La Nación*, 16 avril 2008.

18 *La Extra*, 31 mai 2007.

19 *Meeting en faveur du référendum sur le TLC*, Los Guido, Vidéo UCR, 2007.

[*delegado presidencial*]²⁰, constituant à ce titre un lien direct entre le Ministère de la présidence et le secteur qui lui est assigné, ici, le canton de San José. Puis, lors des élections municipales de décembre 2006, Claudio a été élu au poste de *síndico*, aux couleurs du PLN²¹. Si ces deux postes ne lui donnent accès qu'à peu de ressources et de prérogatives, en particulier en matière d'habitat, ils lui permettent en revanche de signifier sa proximité aux plus hautes sphères du champ politique costaricien.

En outre, la relation privilégiée qu'il entretient avec le ministre F. Zumbado constitue une ressource de légitimation importante dans le quartier. Les deux hommes sont en effet présentés comme « des amis de campagne électorale²² ». Au ministère, cette relation vaut à Claudio d'être considéré comme celui qui « a l'aval politique²³ » et avec qui « il faut coordonner à fond²⁴ ». Aussi, lorsque le ministère lance, à Rincón Grande, le programme pilote de son plan de lutte contre la pauvreté, Claudio se pose en figure incontournable. Si son rôle n'est pas formellement défini, il se positionne en relais de l'organisation non gouvernementale qui est chargée par le ministère de réaliser un diagnostic. Lors des « réunions publiques » hebdomadaires qui réunissent les membres de l'ONG, quelques fonctionnaires du ministère et des habitants, il se charge des convocations dans le quartier puis de veiller au bon déroulement des activités.

Ces différentes ressources lui ont permis de prendre la tête du petit groupe de dirigeants qui crée dès 2006 une organisation spécialisée sur les questions d'habitat afin de fédérer les différentes organisations du quartier. Entre 2006 et 2010, cette organisation, que nous appellerons « A », est la principale association du quartier. Si Claudio en a quitté la présidence quelques mois après l'avoir fondée, les permanences de l'association continuent malgré tout de se tenir dans son bureau, et c'est d'ailleurs sa secrétaire qui a repris la présidence. Cependant, bien que Claudio se charge effectivement d'organiser les habitants du quartier autour des projets énoncés par le ministre, il ne montre pas un soutien trop visible à l'égard de celui-ci. S'il souligne l'engagement et l'intérêt porté par l'administration Arias pour le quartier²⁵, c'est pour mieux souligner que le processus est cependant en cheminement, et que cela ne se traduit pas encore dans les faits²⁶.

Cette distance que Claudio maintient en 2008 vis-à-vis de l'équipe au pouvoir peut s'expliquer par la précarité de sa position. En effet, celle-ci ne lui a pas permis de se forger un capital de légitimité durable. Dans un contexte où la légitimité est fondée sur la capacité à « agir²⁷ », à « apporter des solutions²⁸ » aux problèmes des habitants, la position occupée par Claudio ne lui

20 Le programme des Délégués présidentiels vise alors à fournir des « agents de changements, qui puissent canaliser des ressources et favoriser le développement des cantons, en facilitant les solutions aux nécessités en matière d'habitat, de santé, d'éducation, de sécurité, sur des problématiques socio-économiques et d'infrastructures ». Ministerio de la Presidencia, *Informe anual de evaluación presupuestaria* 2006, San José, 2007.

21 Le *síndico* représente le district au conseil municipal. Il peut s'y exprimer mais n'a pas de vote.

Il est élu au suffrage universel. Etant donné l'importance de la marque partisane dans le système politique costaricien, le fait d'obtenir l'investiture de l'un des grands partis, et notamment du PLN majoritaire au niveau municipal dans le canton de San José, compte finalement plus que l'élection dans l'obtention du poste.

22 Entretien avec Xinia, fonctionnaire du MIVAH, fév. 2008

23 Entretien avec José Gabriel, fonctionnaire du MIVAH, fév. 2008

24 Entretien avec Iván, ancien membre du cabinet de F. Zumbado, nov. 2009

25 Entretien avec Claudio, fév. 2008.

26 *Ibid.*

27 Entretien avec Carmen, habitante de Rincón Grande, nov. 2009.

La valorisation d'une capacité à redistribuer des ressources, et donc à *agir* est un ressort classique de légitimation sur de nombreux terrains. C'est notamment ce qu'ont montré les travaux de C. Goirand et L. Zaki à travers leurs études respectives sur le rapport au politique dans les bidonvilles de Rio de Janeiro et de Casablanca. GOIRAND C., « Clientélisme et politisation populaire à Rio de Janeiro », BRIQUET J.-L., SAWICKI F. (dir.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF, 1998, p. 112. ZAKI L., *Pratiques politiques au bidonville, Casablanca (2000-2005)*, Thèse de doctorat en Science Politique, IEP de Paris, 2005, p. 430. Loin d'être spécifiques à des pays dits « du sud », ces formes de légitimation sont également observées sur des terrains occidentaux. Voir par exemple : LE BART C., *Les maires. Sociologie d'un rôle*, Septentrion, 2003, p. 86-93.

28 Entretien avec Carmen, habitante de Rincón Grande, nov. 2009.

donne pas accès à des ressources considérables. Certes, ses multiples fonctions lui permettent de rendre quelques services, notamment en mettant en relation certains habitants avec des fonctionnaires. Lors d'événements dramatiques, comme des inondations, des incendies ou des glissements de terrain, c'est en général à lui que les organismes d'urgence confient la redistribution des quelques aides mises à disposition. Enfin, en tant que *sindico*, il gère une salle communale qu'il peut mettre à disposition en cas d'urgence et qu'il peut choisir de faciliter à certaines occasions. Mais les ressources qu'il peut redistribuer demeurent limitées. Aussi, c'est principalement à travers la mise en scène de relations privilégiées avec des élus, ou des ministres, que le dirigeant peut démontrer sa capacité à faire. Or, cette proximité à la scène politique que beaucoup d'habitants jugent négativement peut dans le même temps devenir un ressort d'illégitimité, notamment si le dirigeant ne parvient pas à accéder à des ressources redistribuables, ou du moins, à entretenir la croyance en sa capacité à le faire.

Finalement, Claudio se trouve dans une situation paradoxale : alors qu'il détient le monopole de l'accès aux ressources étatiques, il ne dispose que de très peu de ressources redistribuables. Pour ne pas remettre en cause une position bien incertaine, il est donc conduit à se maintenir dans sa position d'intermédiaire, en ne prenant ni parti pour l'administration Arias, ni parti pour le groupe qu'il participe pourtant à constituer à travers l'association A. Ce faisant, le travail d'unification symbolique que le ministre produit ne trouve pas au niveau local les ressorts nécessaires à la formation d'allégeances durables. Suite à la démission du ministre, les positions d'intermédiaires vont cependant se trouver rebattues, obligeant ainsi Claudio à endosser un nouveau rôle.

De la concurrence pour les ressources clientélares à la lutte pour la représentation : ressorts de la politisation d'une dispute

Dans chaque quartier, le nombre considérable d'associations et de collectifs en compétition pour les ressources en matière d'habitat rend inévitables les disputes et les concurrences. Elles peuvent cependant être circonscrites au quartier lorsqu'un dirigeant réussit à monopoliser l'accès à ces ressources. A l'inverse, lorsque les rapports de force au sein des institutions se trouvent modifiés ou ne sont pas stabilisés, les concurrences pour les positions d'intermédiaire se trouvent renforcées. Les dirigeants des quartiers développent alors des stratégies pour être pris en compte dans le champ politique. On assiste donc ponctuellement à des processus de politisation²⁹. L'exemple de la dispute qui oppose Claudio et Yolanda, et que nous allons détailler ici, est emblématique des conditions dans lesquelles la compétition dans le quartier pour l'accès aux positions de pouvoir peut se trouver périodiquement imbriquée dans des luttes symboliques propres au champ politique.

Genèse d'une concurrence pour l'intermédiation : le cas de Yolanda

En juillet 2008, F. Zumbado est conduit à démissionner et Claudio voit sa position d'intermédiaire remise en cause. Yolanda, une dirigeante qui était jusque-là à ses côtés, va rapidement devenir sa principale concurrente. Afin d'analyser les ressorts de la politisation de cette dispute, il est important de considérer la trajectoire de Yolanda. Depuis 2003, elle est à la tête du

29 Au sens de Jacques Lagroye, la politisation désigne l'ensemble des « processus de requalification des activités sociales les plus diverses, requalification qui résulte d'un accord pratique entre des agents sociaux enclins, pour de multiples raisons, à transgresser ou à remettre en cause la différenciation des espaces d'activité » (LAGROYE J. « Les processus de politisation », in J. LAGROYE (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 360).

comité pour le logement d'un *precario* d'une soixantaine de familles à l'est du quartier. En 2006, elle participe aux côtés de Claudio à la création de l'association A dont son comité est l'une des composantes. Elle est également conseillère suppléante sur la liste du conseil de district que Claudio préside. Lors de notre premier entretien, elle juge positivement le rôle de Claudio, tout en soulignant, les problèmes inhérents à une trop grande concentration du pouvoir. Sa critique se fait progressivement plus évidente au point de dénier à Claudio le droit de parler au nom des familles de son secteur. Elle en vient même à concurrencer directement Claudio en revendiquant, finalement avec succès, la représentation du quartier comme l'illustre son élection comme *síndica*, aux couleurs du PLN en 2010.

Le tournant pris par la carrière de Yolanda est lié à l'émergence dès 2007, au sein du ministère de l'habitat, d'un projet de coopérative d'habitat. Ce projet est initié par un petit groupe composé d'ingénieurs et de travailleurs sociaux de différentes institutions en charge de l'habitat. Alors que le ministre prépare sa pré-candidature pour les élections de 2010, ces agents, qui disposent de peu de ressources à mettre au service du PLN, occupent une position marginale au sein des institutions. Cela explique au moins en partie la sélection du groupe de Yolanda pour le projet de coopérative. A la différence du programme pilote interinstitutionnel de lutte contre la pauvreté que le ministère est en train de lancer à l'échelle du quartier, le projet de coopérative d'auto-construction peine à intéresser les principaux dirigeants et notamment Claudio. En revanche, Yolanda, qui du fait de sa courte expérience comme dirigeante ne dispose pas de relais stratégique dans les institutions, s'y montre particulièrement réceptive. A la tête d'un petit groupe de familles récemment installées dans le quartier³⁰, elle sait qu'elle ne sera pas prioritaire pour le programme interinstitutionnel et s'intéresse donc au projet de coopérative que Claudio tend à considérer comme insignifiant³¹. Parallèlement, le dispositif communautaire de ramassage des déchets qu'elle a organisé dans son secteur³², et qui fonctionne alors bien, fait du groupe qu'elle dirige un candidat crédible pour la mise en œuvre de la coopérative.

Le projet débute et pendant plusieurs mois, les familles du secteur et le groupe d'ingénieurs travaillent à la formation des statuts de la coopérative ainsi qu'à l'acquisition d'une propriété pour que les familles puissent y construire leurs logements. Un terrain potentiel est trouvé et des négociations sont ouvertes avec l'institution publique propriétaire et avec l'aéroport voisin. Or, avant même que le projet n'aboutisse, le ministre Zumbado démissionne et le programme pilote pour le quartier est stoppé. La coopérative est alors présentée comme la dernière opportunité pour l'administration Arias de réaliser un projet en matière d'habitat dans le quartier et va susciter un intérêt renouvelé, au ministère, mais également dans le quartier. Certains dirigeants se désolidarisent alors de Claudio et se rapprochent de Yolanda. Cumulant ressources politiques et soutien d'importants secteurs du quartier, la dirigeante semble se positionner en intermédiaire incontournable et obtient, lettre à l'appui, la promesse de donation du terrain par le ministère³³.

Cet épisode donne à voir les imbrications entre la sphère politique instituée et le quartier. Il montre en effet comment la stratégie du groupe de fonctionnaires pour développer leur projet à la marge de l'institution permet à certains dirigeants d'accéder à de nouvelles ressources, et participe

30 Le groupe de Yolanda est arrivé dans le quartier lors de la dernière principale vague de peuplement, en 1995 [cf. encadré]. Ils se sont installés à l'extrême est du quartier, dans une zone accidentée où étaient jusque-là rejetés des déchets.

31 Entretien avec Iván, ancien membre du cabinet de F. Zumbado, nov. 2009

32 Ce dispositif a été mis en œuvre suite à des critiques sur le supposé manque de civisme et d'hygiène des habitants du *precario* émises lors d'une négociation pour des logements sociaux.

33 Courrier du 17 octobre 2008, de la ministre de l'habitat et des établissements humains au président du Conseil de protection social de San José. Soulignons que la concurrence entre les comités de vivienda pour l'obtention de programmes de construction de logements sociaux est extrêmement vive. Ces programmes se révèlent en effet difficiles d'accès et leur non-réalisation tend généralement à être imputée par les responsables politiques au manque de terrains disponibles à cet effet.

donc à modifier les rapports de force locaux. Cette évolution rapide alimente les concurrences au sein du quartier, et conduit les deux dirigeants à délaissier leur position de simples courtiers pour endosser le rôle de représentant et ainsi, tenter d'influencer en leur faveur les rapports de force dans le champ politique.

De la concurrence pour l'intermédiation au travail de représentation

La concurrence pour la position d'intermédiaire conduit les deux dirigeants à mobiliser leurs ressources pour peser sur le champ politique. D'un côté, cela se traduit par la recherche et la mobilisation de soutiens au sein de la sphère politique instituée. De l'autre, ils favorisent des protestations, afin de démontrer par le *nombre*, que la remise en cause de leur statut est une atteinte aux groupes dont ils se font désormais activement les porte-parole.

De l'intermédiaire au représentant de quartier : le cas de Claudio

Dès la démission du ministre Zumbado, et avant même que Yolanda ne soit considérée comme une concurrente potentielle, Claudio revendique au nom des « familles de Rincón Grande de Pavas³⁴ » le respect des engagements pris par le gouvernement et en particulier par le ministre. L'association A est mobilisée, avec d'autres groupes de l'aire métropolitaine autour du slogan « Assez de promesses ! Des maisons maintenant !³⁵ » pour demander « des actions concrètes pour que les pauvres obtiennent un logement digne³⁶ ». Les pressions, et la mobilisation du groupe, trouvent cependant une nouvelle impulsion lorsque les négociations entre la ministre et Yolanda au sujet de l'attribution du terrain sont rendues publiques.

La mise en lumière de la position d'intermédiaire de Yolanda conduit Claudio à dénoncer la faible représentativité de la dirigeante. Il souligne en effet le caractère injustifié de la mesure qui privilégie la coopérative en arguant du déficit de représentativité de l'organisation qui selon lui n'est qu'un « petit groupe de 57 familles » implanté sur un secteur, alors que l'association A « a autorité au niveau du district³⁷ ». Une manifestation est finalement organisée durant l'été 2009 devant la maison présidentielle où se tient une réunion du président avec différents responsables gouvernementaux. Aux cris de « Nous voulons des maisons ! [*Queremos casas !*]³⁸ », les manifestants, composés de familles de Rincón Grande mais également d'autres quartiers, revendiquent « une maison digne³⁹ », et ainsi le respect de la promesse du président Arias. Les principaux dirigeants, dont Claudio, sont alors reçus pour une réunion dans la Maison Présidentielle par le Président, un député libérationniste, la ministre du MIVAH et le président exécutif de l'Institut national de l'habitat et de l'urbanisme. A l'issue des négociations, Claudio est présenté comme « le représentant de la société civile de Pavas⁴⁰ » et l'association A est désignée prioritaire pour les logements sociaux qui pourraient être construits sur le terrain sur lequel Yolanda a fondé ses espoirs⁴¹. Ainsi, il apparaît que Claudio a donc pu réactiver, au nom des « familles de Pavas⁴² »,

34 Conférence de presse « *¡No mas promesas - Vivienda ya!* », nov. 2008.

35 *Ibid*

36 *Ibid*

37 Entretien avec Claudio, fév. 2009.

38 Manifestation, Pavas, Vidéo *Comités Patriótico de las Barras de la Asamblea Legislativa*, juillet 2009.

39 *Ibid*

40 *Ibid*

41 Voir l'Accord du 31 juillet 2009, signé entre le Ministère de l'habitat et des établissements humains, l'Institut national d'habitat et d'urbanisme (INVU), et les représentants des six associations présents ce jour-là.

42 *Ibid*

les soutiens dont il dispose dans la sphère politique et notamment dans les rangs des cadres libérationnistes.

Du quartier au parlement : Yolanda à la recherche de soutiens politiques

Face à Claudio, qui se pose en représentant du quartier et dénonce son manque de représentativité, Yolanda est conduite à proposer une représentation concurrente du quartier. Pour ce faire, elle a recouru à plusieurs modes d'action, allant de la protestation dans l'espace public, à la recherche de nouveaux soutiens au sein du champ politique.

Suite à l'accord de juillet 2009, Yolanda conteste la légitimité de Claudio à se faire le représentant de son groupe en soulignant « qu'il commence à prendre le rôle de celui qui veut parler sur ce qu'il ne connaît pas !⁴³ ». Ce faisant, elle se pose en défenseure du groupe contre Claudio et les signataires de l'accord de juillet 2009 en arguant que celui-ci « piétine la dignité de toute une communauté⁴⁴ ». Une manifestation publique est organisée dans l'entrée du ministère. Les habitants mobilisés restent plusieurs heures dans l'attente d'un signe de la part de la ministre. Face à l'absence de réaction, des courriers sont envoyés à tous les partis de l'Assemblée législative pour dénoncer l'accord. Mais les courriers restent sans réponses, Iván, l'un des ingénieurs qui a participé à la constitution de la coopérative décide de mobiliser ses propres contacts au sein d'un parti d'opposition, le Parti Action Citoyenne (PAC), seconde force politique du pays depuis 2006. L'un des députés du PAC accepte de soutenir la démarche et ses avocats rédigent un recours administratif à l'encontre de Claudio et des responsables politiques présents lors de la négociation de juillet 2009 à la Maison Présidentielle⁴⁵. Dès lors, le conflit entre les deux dirigeants vient se superposer aux luttes partisans.

Par la requalification du conflit en termes de favoritisme et de clientélisme politique⁴⁶, les luttes internes au quartier viennent s'articuler, et alimenter, les divisions propres au champ politique permettant ainsi la représentation politique du groupe. Depuis sa création en 2000, le PAC a fait de l'éthique en politique l'une de ses lignes directrices⁴⁷. Dans cette perspective, clientélisme et corruption sont présentés comme caractéristiques des partis dits traditionnels, que sont le PLN et le PUSC, et dont le PAC s'attache à se différencier. En présentant le groupe de Yolanda comme une victime des politiques clientélaires mises en œuvre par le PLN⁴⁸, le PAC peut articuler la défense des intérêts du groupe à la cause politique plus générale sur laquelle il a construit sa position dans le champ politique.

La convergence entre les intérêts du groupe et la représentation qui en est donnée par le PAC est cependant de courte durée puisque quelques semaines après le dépôt du recours, Yolanda rejoint le PLN, en vue du scrutin présidentielle de février 2010⁴⁹. Ce revirement s'explique notamment par

43 Entretien avec Yolanda, nov. 2009.

44 *Ibid*

45 Recours pour partialité politique (art. 102.5 de la Constitution politique), favoritisme personnel (loi 8422) et non respect des devoirs de la fonction publique (loi 6227) à l'encontre des signataires [de l'accord pré-cité]. Recours devant le Tribunal suprême des Élections, l'Inspection Générale des Finances, l'Inspection Générale en matière d'éthique, le Médiateur de la république [la defensoría de los habitantes] et le Procureur général de la République.

46 Dans le recours pré-cité, comme dans la conférence de presse, la référence au clientélisme et à sa fonction électoraliste est récurrente.

En ce sens voir notamment : *La Nación*, 24 septembre 2009 et le recours pré-cité « Recours pour partialité politique... », *op. cit.*

47 RAVENTÓS C, « Lo que fue ya no es y lo nuevo aún no toma forma », *art. cit.*

48 *La Nación*, 24 septembre 2009.

49 Ces élections donnent lieu au renouvellement de l'exécutif, du parlement et du conseil municipal. Jusqu'en 2010, l'élection des *regidores* (conseillers municipaux) se tenait à la même date que les élections présidentielles et législatives. Les exécutifs municipaux, les *síndicos* et les conseils de district étaient élus lors d'un autre scrutin.

la difficulté pour Yolanda d'articuler les intérêts de son groupe au discours du PAC. En effet, si le PAC accorde à la lutte contre les inégalités et aux politiques sociales une place centrale, il a cependant érigé les politiques du logement en figure repoussoir, dénoncées comme emblématique des pratiques clientélares⁵⁰. Or, c'est principalement autour de l'enjeu du logement que se construit, depuis plus de vingt ans, la représentation des attentes des habitants des quartiers populaires. Aussi, si Yolanda peut, occasionnellement, se réappropriier les critiques du PAC vis-à-vis des politiques d'habitat, elle ne peut le faire durablement puisque, comme la plupart des dirigeants locaux, elle tire sa légitimité de son engagement pour le logement et de sa capacité à entretenir des relations avec des responsables politiques influents en la matière. Parce que le PAC ne s'engage que très partiellement sur les questions d'habitat, la mobilisation des habitants des quartiers populaires, bien au-delà du seul groupe de Yolanda, est extrêmement difficile. En effet, dans un contexte où la parole politique peine à se légitimer, le manque d'ancrage local et le refus de promettre des réalisations concrètes constituent des obstacles rédhibitoires. Le décalage entre les lignes directrices du PAC et les attentes construites localement rend cependant difficile une mobilisation des groupes populaires pour ce parti.

Le retour au parti : favoriser la représentation des intérêts du groupe par l'organisation partisane

Finalement, quelques semaines plus tard, Yolanda rejoint les équipes libérationnistes qu'elle est chargée de coordonner au sein du quartier. C'est principalement la crainte de voir Claudio obtenir le terrain avant la fin de l'administration qui motive ce rapide revirement. Faute d'engagement des responsables politiques, Yolanda va mobiliser son groupe, pour *faire nombre*, et pour « continuer la lutte⁵¹ ». Cependant, sa position incertaine comme intermédiaire la conduit à mobiliser un registre qui se veut « apolitique⁵² » et ce faisant, à limiter le processus d'identification au parti pour lequel elle mobilise pourtant activement.

Yolanda, comme beaucoup de costariciens, est conduite à penser que l'accès à des ressources considérables se joue dans la campagne. Cette croyance est ici notamment entretenue par les militants libérationnistes, comme l'illustre ce commentaire d'un employé du MIVAH alors que Yolanda, accompagnée d'un autre dirigeant, l'interroge sur leur engagement potentiel dans la campagne :

« Il y a quelques mois, je vous aurais dit de ne pas y aller... mais là, il vaut mieux... ici, [il prend un ton ironique] c'est votre ami [Claudio] que l'on écoute. [...] Si vous n'entrez pas [en campagne] vous allez tout perdre ! Mais avec précaution, ici, vous êtes considérés comme des traîtres !⁵³ »

Alors que les équipes du ministère restent positives mais très évasives sur les suites à donner au projet de coopérative de Yolanda, la campagne constitue selon elle un moyen de ne pas perdre la main sur le terrain dont elle revendique la donation. Tout au long de la campagne, elle va donc mobiliser quotidiennement ses proches, mais aussi régulièrement les autres familles de son secteur

50 C'est ce dont dénote de manière emblématique le programme de gouvernement du PAC qui stipule qu'il faut « éviter [que l'habitat] ne soit l'instrument des politiques traditionnelles pour satisfaire le clientélisme ». Dans un autre chapitre, sur la participation citoyenne, le PAC est présenté comme le promoteur d'une « citoyenneté active et organisée, mobilisée autour d'une culture solidaire et indépendante qui permette de rompre avec les chaînes du clientélisme et la subordination qui dérivent de cette vieille pratique » in PAC, *Convocatoria a la ciudadanía 2010-2014*, San José, 2009, p. 15 puis p. 33.

51 Carnet de terrain, déc. 2010.

52 La dirigeante souligne régulièrement l'importance de faire primer « un intérêt communautaire » sur les intérêts qu'elle présente comme « politiques », carnet de terrain, nov. 2009.

53 Carnet de terrain, nov. 2009.

afin de « faire pression⁵⁴ » sur l'administration en place, et sur la future présidente⁵⁵. Loin d'inviter ses voisins à soutenir l'un ou l'autre des candidats, elle les appelle à « descendre crier pour que Laura [la candidate libérationniste] prenne en charge cette question de terrain⁵⁶ ». En revendiquant faire campagne au nom et pour sa communauté⁵⁷, elle se pose en défenseure du groupe contre ce qu'elle présente comme les « intérêts politiques⁵⁸ ». Parallèlement, elle se montre distante et manifeste une certaine insubordination à l'égard des agents, candidats compris, qui viennent demander le soutien de son groupe. Et si elle accompagne parfois plus activement un agent électoral, c'est toujours après s'être dédouanée auparavant en soulignant par exemple : « Elle, ce n'est pas vraiment une politique. C'est une personne bien⁵⁹ ».

Ce faisant, on observe que le processus de mobilisation collective qui se produit ici, s'appuie, et renforce en retour, la distance vis-à-vis des acteurs partisans. L'identification collective des habitants du secteur dont Yolanda se fait le « porte-drapeau⁶⁰ », semble se faire dans le parti mais, paradoxalement à distance de celui-ci. Si le processus renforce les liens au sein du groupe, il favorise dans le même temps la faiblesse des loyautés partisans. Il renforce en effet la méfiance vis-à-vis du personnel politique, bien plus qu'il ne favorise une affiliation partisane durable.

Conclusion

Depuis les années 1980, la référence à l'habitat apparaît incontournable pour mobiliser les habitants des quartiers défavorisés du Costa Rica. De fait, nombreux sont les acteurs à se saisir de l'enjeu afin de mobiliser les « catégories populaires » et tenter de se construire des clientèles politiques. L'exemple de Rincón Grande montre en effet que loin de favoriser l'atomisation de ces populations et leur mise à l'écart, pure et simple, du champ politique, la mobilisation de la question de l'habitat peut être considérée comme un ressort de leur représentation politique.

Si dans le contexte étudié, la problématique de l'habitat permet la représentation politique des habitants des quartiers populaires dans le champ politique costaricien, elle la limite aussi. En suscitant des attentes qu'il est difficile de satisfaire, du fait de l'extrême limitation des ressources en la matière, les acteurs fragilisent les ressorts de leur propre légitimation. On comprend ainsi que si l'articulation des luttes internes au quartier à des catégories générales propres à d'autres espaces sociaux, et en particulier au champ politique, peut permettre la représentation politique des catégories populaires, ces processus d'unification et de politisation sont toujours fragiles et réversibles.

54 Carnet de terrain, nov. 2009.

55 La candidate Laura Chinchilla est restée la favorite des sondages tout au long de la campagne.

56 Carnet de terrain, nov. 2009.

57 Carnet de terrain, déc. 2010.

58 Entretien avec Yolanda, nov. 2009.

59 Carnet de terrain, janv. 2010.

60 Carnet de terrain, nov. 2009.